5 novembre 1956 : l’opération franco-britannique de Suez

Category: 1955-1962,Actualités,Afrique,Maghreb - Moyen Orient
8 novembre 2024

Le président Nasser a nationalisé en juillet 1956 le canal de Suez dont les intérêts étaient principalement franco-britanniques.

Commentaire AASSDN : Deux membres du conseil de sécurité ayant deux des meilleures armées du monde, appuyés par Israël qui pense tirer les marrons du feu, décident de sanctionner l’Égypte pour des raisons qui leurs sont propres. Alors que la victoire est acquise, les Russes et les Américains font tout arrêter sous la menace pour rappeler qui commande au niveau mondial. Les deux alliés sont devenus vassaux des États-Unis.

Lors des accords secrets de Sèvres (24 octobre 1956), les gouvernements français (Guy Mollet), britannique (Anthony Eden) et Israélien (Ben Gourion) décident d'intervenir militairement :
– la France pour sanctionner le soutien au FLN algérien,
– la Grande-Bretagne pour reprendre le contrôle du canal,
– Israël pour mieux contrôler sa frontière Sud et le golfe d'Akaba. Les Israéliens ont lancé une offensive blindée dans tout le Sinaï (29 octobre 1956) que les franco-britanniques déclarent vouloir arrêter en menant une opération aéroportée sur Port Saïd.

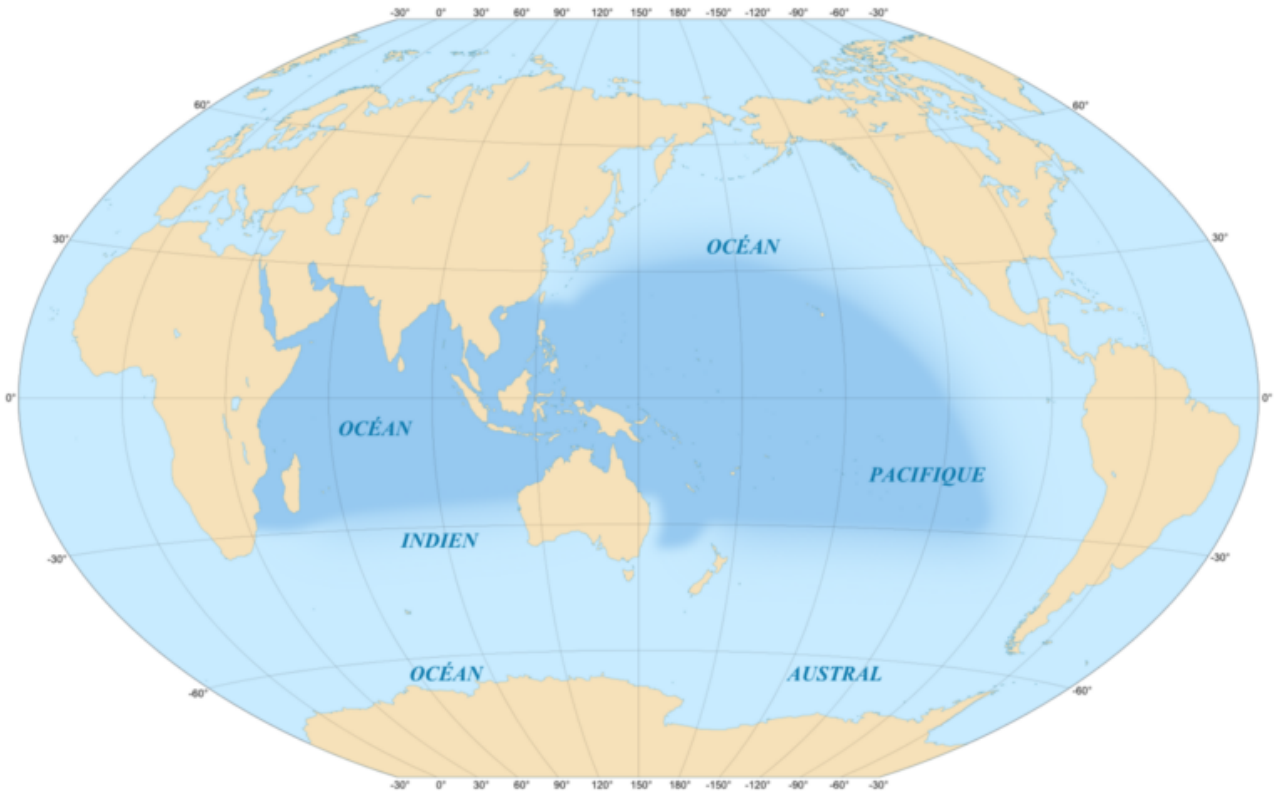
L'opération est tactiquement une belle réussite, tous les objectifs assignés étant atteints, cependant les menaces soviétiques et protestations américaines obligent le trio à faire machine arrière et mettent en évidence que l'Europe a définitivement cédé le leadership mondial aux « deux grands ».

Au même moment, les Soviétiques en profitent pour mater la révolte à Budapest, sans réaction à l'Ouest

Source photo : Cliquez ICI

Soft power et coopération : la France face à ses ambitions en Indo-Pacifique

Category: 2020-2030,Actualités,Asie Pacifique,Géopolitique,Global,Outre-Mer,Souveraineté
8 novembre 2024



La France, souvent perçue comme une ancienne puissance coloniale secondaire en Indo-Pacifique, maintient une présence stratégique grâce à ses territoires ultramarins, son vaste réseau diplomatique et sa politique d'autonomie non alignée. Malgré une influence militaire réduite, elle privilégie la coopération avec des partenaires régionaux clés pour promouvoir la sécurité, la liberté des mers et renforcer la visibilité de sa stratégie dans cette région essentielle.

Commentaire AASSDN : Cet article est d'abord une note générale qui rappelle quelques données historiques et géographiques indispensables à connaitre si l'on veut évoquer cette zone qui présente un véritable intérêt stratégique pour la France. Ce texte fait ressortir la singularité de notre pays par rapport à la place qu'occupent notamment les autres pays européens en Indo-Pacifique. Encore faut-il que nous ayons une politique claire et réaliste, c'est-à-dire une stratégie générale de long terme et que nous mettions des moyens significatifs en cohérence avec les objectifs que nous nous fixons dans cette région.
A cet égard, l'instabilité politique, les problèmes économiques et les troubles qui se déroulent en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte, mais également dans d'autres DROM-COM (Guyane) fragilisent notre crédibilité et réduisent nos capacités d'action. Nos adversaires l'ont bien compris…

La stratégie indo-pacifique française est souvent incomprise et parfois méconnue. Dans cette immense région à l'importance cruciale, la France est fréquemment perçue comme une ancienne puissance coloniale amenée à jouer, au mieux, un rôle secondaire.

Il est vrai que la France a connu une longue présence coloniale dans la région, pendant environ trois siècles, de 1674 à 1954, notamment à Madagascar, à Djibouti, à Mayotte, en Inde, en Indochine et dans le Pacifique Sud. En outre, elle a également eu recours de manière

immodérée à la politique de la canonnière face au Siam, au Vietnam, à la Chine et à la Corée. Aujourd'hui, du fait de cette histoire, elle se trouve en conflit avec l'île Maurice pour l'île de Tromelin, avec les Comores pour Mayotte et les îles Glorieuses, et avec Madagascar pour les îles Éparses. Dans l'océan Pacifique, la France est également confrontée à un mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie et sa possession de Clipperton a été ouvertement remise en question par le Mexique.

Outre les questions historiques, plusieurs événements survenus plus récemment ont également contribué à cette perception : les essais nucléaires effectués par la France jusqu'en 1995, les scandales liés aux contrats de défense signés avec Taïwan, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite et le Pakistan dans les années 1990 et au début des années 2000, et plus près de nous l'annulation par Canberra du contrat de sous-marins au profit de l'accord AUKUS et l'abandon par l'Australie de contrats de défense avec la France (hélicoptères d'attaque Tigre, hélicoptères de transport NH90).

Par ailleurs, l'appareil de sécurité régionale français a été considérablement réduit, passant de 8 500 à 7 000 hommes au cours des dix dernières années. Sans parler des coupes budgétaires post-crise des subprimes (les redoutables LOLF et RGPP) dans la diplomatie française qui ont entraîné une réduction d'effectifs dans un certain nombre d'ambassades. Tous ces facteurs ont clairement eu un impact sur l'image de la France dans la région et ont contribué à une opinion contrastée auprès du public, comme des experts et des autorités politiques et militaires.

En outre, la stratégie indo-pacifique de la France, publiée en 2019, reste floue pour nombre de nos voisins, partenaires et alliés. La France gagnerait certainement à améliorer sa communication autour de ses initiatives et de ses résultats concrets, pour les faire mieux connaître et apprécier. Une meilleure coopération serait également nécessaire entre ses (trop) nombreuses agences, régulièrement en concurrence les unes avec les autres.

Un pays singulier parmi les nations européennes en Indo-Pacifique

La France n'est certes pas le pays le plus puissant opérant dans la zone indo-pacifique, mais elle n'est ni une petite puissance ni une puissance lointaine dans la région, où sa présence a été continuellement maintenue depuis la première moitié du XVIe siècle.

Il est également important de noter que même si la France a été une puissance coloniale, elle a établi son influence par divers moyens, notamment l'échange d'envoyés diplomatiques et l'établissement d'alliances avec les dirigeants locaux, l'implication directe dans divers conflits, la présence des érudits jésuites à la cour de l'empereur Qianlong en Chine, la construction de forteresses de style Vauban au Siam et au Vietnam ou encore la création d'un arsenal naval moderne à Yokosuka, au Japon. Un grand nombre de Français de tous métiers ont également apporté leurs connaissances et leurs compétences aux dirigeants locaux.

Aujourd'hui encore, la présence de la France dans la zone constitue une singularité majeure puisqu'elle est le seul pays de l'UE à être membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et à être une puissance résidente à la fois dans l'océan Pacifique et dans l'océan Indien, sur un ensemble de territoires qui représente 25 810 kilomètres carrés pour une population de près de 2 millions de Français, et 93 % de la zone économique exclusive (ZEE) française, la deuxième au monde, juste après celle des États-Unis. Ses principales entreprises y sont très présentes, notamment dans le secteur de la défense, où la France se classe au troisième rang

des fournisseurs, avec des coopérations fructueuses en cours avec l'Inde, Singapour, la Malaisie et l'Indonésie (peut-être prochainement aux Philippines) et des succès plus anciens en Australie et à Taïwan.

En termes d'influence et de diplomatie, Paris bénéficie d'une position unique avec un ensemble à la fois très dense et diversifié d'outils de soft power et de coopération. Cela comprend d'abord, son réseau d'ambassades et de consulats, l'un des plus importants au monde ; deuxièmement, les écoles et centres culturels français (réseau Alliance française) implantés dans toutes les grandes villes ; troisièmement, ses chambres de commerce et d'industrie reliant les entreprises françaises et locales ; quatrièmement, les institutions françaises de coopération internationale telles que l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France ; cinquièmement, un réseau de 18 attachés militaires en plus des officiers de liaison dans les centres régionaux de fusion d'informations à Madagascar, New Delhi et Singapour, coordonnant la coopération en matière de défense et maritime et menant la diplomatie militaire. Cet outil diplomatique unique, envié par de nombreux pays européens, permet à la France d'être un membre actif des plus importants forums et mécanismes de coopération régionale.

Des moyens limités mais une approche innovante

Pour autant, les observateurs jugent souvent que la France « manque de muscles » en Indo-Pacifique.

Une telle affirmation n'est pas dénuée de fondement. Il est vrai que le nombre de troupes dans la zone a été réduit de 20 % au cours des 10 dernières années et que la présence navale a fortement diminué depuis les années 1990, mais en tout état de cause la France n'a ni l'ambition ni les moyens d'être une puissance militaire majeure dans l'Indo-Pacifique. Ses partenaires et alliés dans la région n'attendent ni ne demandent qu'elle prenne parti dans la rivalité États-Unis/Chine ou s'interpose entre eux. Forte de son héritage historique d'autonomie stratégique et d'indépendance politique, la France souhaite ouvrir une troisième voie, ni pro-États-Unis ni anti-Chine, qui résonne avec la posture stratégique de non-alignement des « Perspectives sur l'Indo-Pacifique » de l'Asean. À ce titre, Paris privilégie une posture de facilitateur, de bon voisinage et de partenaire de confiance qui promeut l'état de droit et démontre son engagement en faveur de la sécurité régionale et de la liberté des mers.

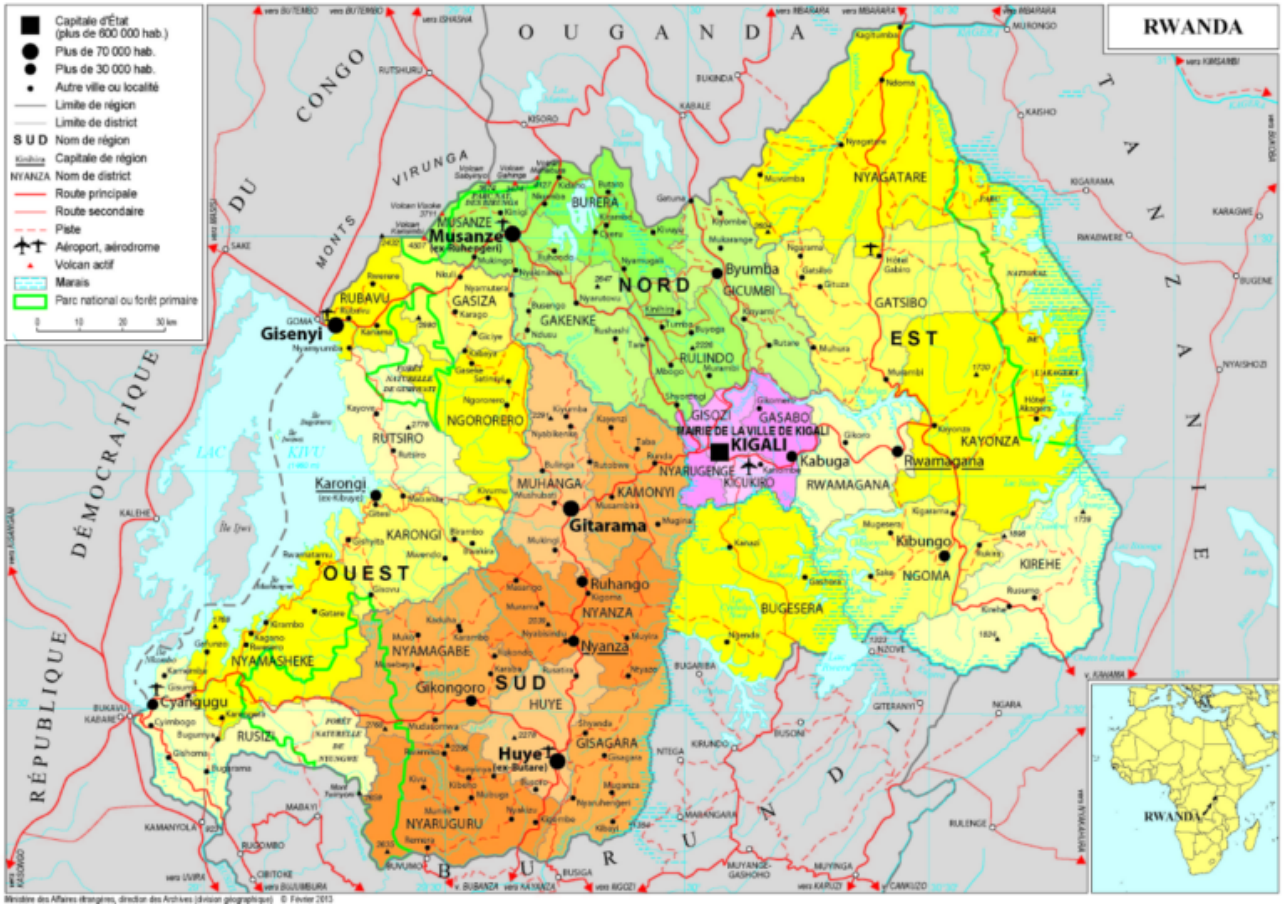
L'architecture de défense française dans la zone comprend deux commandements sous-régionaux – ALINDIEN pour l'océan Indien et ALPACI pour l'océan Pacifique, en complément des forces de souveraineté positionnées à La Réunion, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie – et suit un axe en forme de « S ». Cet axe relie le cœur métropolitain à ses territoires d'outre-mer à travers un réseau d'alliés et de partenaires stratégiques dont les Émirats arabes unis, l'Inde, Singapour, l'Indonésie et l'Australie (mais aussi le Vietnam, la Corée du Sud et le Japon). Avec certains d'entre eux, la France a établi un dialogue stratégique de défense innovant, comme les dialogues stratégiques trilatéraux « France-EAU-Inde » et « France-Inde-Australie ».

Benjamin BLANDIN
Doctorant en relations internationales, Institut catholique de Paris (ICP)
The conversation

https://theconversation.com/que-pese-la-france-en-indo-pacifique-225816
14 avril 2024

Rwanda: désinformer les Français, culpabiliser la France

Category: 1992-2000,Actualités,Afrique,Désinformation
8 novembre 2024



Suite aux propos du Président de la République française : Emmanuel Macron indiquant que « *La France aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains mais n'en a pas eu la volonté* », le Général Jean Claude Lafourcade, commandant l'opération *Turquoise* au Rwanda témoigner que la France a eu la volonté de rétablir la paix et d'arrêter le génocide au Rwanda. De son côté Bernard Lugan, l'un des meilleurs africanistes français rappelle le déroulement exact des événements.

Commentaire AASSDN : Dans les deux articles ci-dessous, le général Jean Claude

Lafourcade, commandant l'opération Turquoise au Rwanda et Bernard Lugan, l'un des meilleurs africanistes français grand connaisseur du Rwanda, rappellent avec précision l'ensemble des évènements et les décisions prises par la France, l'ONU et les "alliés" anglo-saxons dans les semaines qui précédèrent le génocide.

Les faits tels qu'ils se sont déroulés, font apparaître très clairement que notre pays a été le seul à tenter de s'opposer aux massacres, mais comme le rappelle le général Lecointre dans son livre c'était difficile. Ils révèlent aussi une étonnante convergence entre les anglo saxons , le général canadien Allaire alors commandant desfroces de l'ONu et paul Kagamé , chef du FPR. Depuis 30 ans, ce dernier devenu président du Rwanda tient son pays d'une main de fer et pille le Kivu province orientale de République démocratique du Congo et particulièrement riche en minerais stratégiques, au plus grand profit de ses alliés anglo-saxons. Une fois de plus, une analyse incomplète des faits, le rapport Duclert n'a utilisé que les archives françaises, et une compréhension superficielle de l'enchainement des évènements conduit les dirigeants français actuels à culpabiliser la France alors qu'elle a été la seule puissance à avoir engagé ses soldats pour tenter de limiter les massacres. Ce narratif erroné sur le Rwanda, repris par les plus hautes autorités de l'Etat contribue à décrédibiliser donc la France et son armée ainsi qu' à affaiblir son influence dans le monde. Ces évènements et leur interprétation erronée rappellent que le terme d'"alliés" n'est en aucun cas synonyme d'amis mais bien de pays avec lesquels la France est en compétition. L'affaire des sous-marins avec l'Australie en a été un épisode particulièrement significatif. En refusant le montage d'un récit médiatique mensonger qui met en cause la France, l'AASSDN dénonce et s'oppose aux opérations de désinformation pour œuvrer à la défense les intérêts fondamentaux de la Nation.

Mise au point du Général Jean Claude Lafourcade suite à la déclaration du Président Macron du 4 avril 2024

« *La France aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains mais n'en a pas eu la volonté* » (Président de la République française : Emmanuel Macron)

En tant qu'ancien commandant de l'opération Turquoise je peux témoigner que la France a eu la volonté de rétablir la paix et d'arrêter le génocide au Rwanda.

Dès le début de l'agression du Rwanda par le front patriotique rwandais (FPR) tutsi, le président Mitterrand a eu la volonté constante de rétablir la paix et de mettre fin au conflit en imposant des négociations au président Hutu Habyarimana. Les accords d'Arusha en 1993 ont permis d'arrêter les combats et d'instituer un partage du pouvoir avec l'installation d'un bataillon du FPR à Kigali.

Une force de l'Onu de 2 500 hommes, la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), a été mise en place pour contrôler ces accords. Tous les soldats français ont alors quitté le Rwanda.

L'attentat sur l'avion du Président rwandais le 6 avril 1994 a été l'événement déclencheur des massacres et du génocide. L'ONU, sous la pression des occidentaux et du FPR, a alors inexplicablement retiré l'essentiel des troupes de la Minuar alors qu'elle aurait pu arrêter les massacres. Comment ne pas penser que les Américains et les Britanniques voulaient laisser le champ libre à Kagame dans sa conquête du pouvoir. En effet ces occidentaux, lorsque les

massacres ont pris de l'ampleur, ont refusé d'intervenir. C'est la France la première qui, dès le mois de mai, reconnait un génocide et décide d'une intervention avec la Force Turquoise sous mandat de l'ONU malgré l'opposition du FPR et de la Minuar. Aucun de ses « alliés occidentaux » ne s'est joint à elle.

L'opération Turquoise a été la manifestation de la volonté de la France d'arrêter le génocide et le nier n'est pas acceptable pour les soldats qui ont rempli cette mission difficile avec courage et honneur. Mais les blocages des Américains à l'Onu n'ont permis l'intervention Turquoise qu'au mois de juin, laquelle, bien que tardive, a arrêté le génocide et sauvé plus de 15 000 vies rwandaises.

Pourquoi refuse-t-on de s'interroger sur l'absence de volonté des occidentaux d'arrêter le génocide ?

Général (2S) Jean Claude LAFOURCADE Lille le 5 avril, 2024

Article de Bernard LUGAN : Qui sont les vrais responsables du génocide rwandais ?

Monsieur le président Macron, en avril 1994, c'était aux 2 539 soldats de l'ONU commandés par général canadien Roméo Dallaire de s'opposer au génocide…Non aux forces françaises qui avaient quitté le Rwanda depuis le mois d'octobre 1993…

La seule question qui se pose est en effet celle de la responsabilité de l'ONU. Pourquoi le général Roméo Dallaire qui avait tous les moyens de le faire, ne fit-il rien de sérieux pour empêcher le génocide ?

Devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), loin du héros médiatique, « capitaine courageux » face à l'indicible génocidaire, c'est tout au contraire le portrait d'un homme désemparé qui est ressorti des longues audiences. Ses fautes de commandement, ses atermoiements, ses hésitations, son absence de décision sur le terrain ainsi que ses initiatives politiques aberrantes, et parfois même incohérentes, prises en violation de la chaîne de commandement de l'ONU, font que nous sommes désormais devant l'alternative suivante :
– Soit le général Dallaire commandant des *Forces de la Mission d'assistance des Nations Unies au Rwanda* fut dépassé par les évènements.
– Soit, comme l'a écrit son supérieur, M. Booh-Booh[1][1], il avait reçu pour ordre de faire gagner le général Kagamé et le FPR[1][2].

En application des accords de paix d'Arusha, l'ONU devait en effet garantir la Transition démocratique. La *Résolution 872* (1993) du Conseil de Sécurité du 5 octobre 1993 porta ainsi création de la *Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda* (MINUAR).
Le chef de cette mission était M. Jacques Roger Booh-Booh, nommé *Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Rwanda*. Il avait sous ses ordres le général canadien Roméo Dallaire qui était le chef militaire de la mission. Or, ce dernier était un officier qui n'avait aucune expérience du commandement opérationnel. De plus, il ne connaissait rien de l'Afrique.

Après l'attentat du 6 avril 1994, le général Dallaire ne fit rien pour s'opposer à la reprise des hostilités par les forces du général Kagame.
Alors qu'il se devait de sécuriser au moyen de ses 2 539 hommes et de ses blindés, l'axe menant du centre-ville de Kigali à l'aéroport, au lieu de montrer sa force, il la replia tout au contraire dès la nuit du 6 au 7 avril, en commençant par abandonner cet axe vital pourtant sous sa garde et que le FPR coupa…
Plus largement, dès la reprise des hostilités, le général Dallaire aurait dû imposer un couvre-feu et déclarer qu'il ferait tirer sur quiconque le violerait. Le général Kagamé aurait alors hésité à lancer son offensive. Avec la compagnie para-commando belge, il disposait d'une excellente unité qui pouvait sans problèmes majeurs remplir une telle mission. Il lui aurait également fallu, avec ses blindés, occuper en ville les points stratégiques dont la tenue aurait freiné l'extension des massacres et des débordements, ce qu'il n'a pas davantage fait.

Le 7 avril, quand le FPR eut unilatéralement rouvert les hostilités, le général Dallaire ne condamna pas cette violation gravissime des accords d'Arusha. Encore plus insolite, au lieu d'agir sur la partie qui avait déclenché la reprise de la guerre, il somma au contraire les forces gouvernementales de rester dans le cadre des *Accords d'Arusha*, leur interdisant de fait de simplement se défendre.

Les manquements du général Dallaire qui présida au plus grand échec militaire de l'ONU depuis sa création sont à ce point nombreux qu'il est licite de demander si une telle incompétence est concevable chez un officier général, ou si l'explication de tels errements ne se trouve pas dans l'hypothèse de M. Booh-Booh, à savoir la « connivence » avec le général Kagamé.

Ce général canadien aurait-il donc été nommé à la tête de la MINUAR afin de permettre la réalisation du plan américain visant à évincer la France du Rwanda puis du Zaïre, et pouvoir faire main basse sur les richesses du Kivu ?

Page 123 de son livre qui a pour sous-titre éloquent *Révélations sur les dérives d'un général de l'ONU au Rwanda*, J.R. Booh-Booh qui était donc le supérieur hiérarchique de Roméo Dallaire écrit ainsi sans détours que :

« Dallaire n'était pas neutre : il était plutôt de connivence avec le FPR. Voilà la clé qui permet de comprendre cette situation ».

Tant que François Mitterrand eut la capacité de gouverner, ce plan anglo-saxon fut mis en échec. Mais, après les élections législatives de 1993, et la « cohabitation » qui s'en suivit, le suivisme atlantiste des dirigeants français fit que tout fut bouleversé.
Ces évènements provoquèrent même une totale redistribution des cartes en Afrique centrale au profit du Rwanda, principal allié de Washington qui reçut un blanc-seing pour mettre l'est de la RDC (l'ex-Zaïre), à savoir le Kivu, en coupe réglée.

Monsieur le président Macron étiez-vous informé de cela, avant de faire porter la responsabilité des évènements sur votre propre pays et sur son armée… ?

Bernard LUGAN
Afrique réelle

https://bernardlugan.blogspot.com/

[1] Booh-Booh, P-R., (2005) *Le patron de Dallaire parle. Révélations sur les dérives d'un général de l'ONU au Rwanda.* Paris.
[2] Pour tous les détails concernant l'attitude et les responsabilités du général Dallaire, on se reportera au chapitre VIII du livre « Rwanda, un génocide en questions »

Les faux postulats de la guerre d'Ukraine, selon Eric Dénécé

Category: 2020-2030,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Désinformation,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Géopolitique,Livres et publications,Renseignement,Services allemands
8 novembre 2024

*L'AASSDN relaie cet éditorial d'**Eric Dénécé** N°64 / FÉVRIER 2024 sur **cf2r.org***

Lorsqu'ils considèrent la guerre d'Ukraine, la plupart des analystes[1] partent, me semble-t-il, de postulats erronés – délibérément ou par méconnaissance – que je crois instillés par les États-Unis et l'Ukraine, et qu'il convient de signaler, car ils sont à l'origine d'une vision qui s'affirme de plus en plus fausse des origines et des réalités de ce conflit et donc de son issue probable.

Il ne s'agit pas, répétons-le une nouvelle fois, de défendre les positions de la Russie, mais de rappeler certains faits et de faire prendre conscience du narratif élaboré par les Américains pour justifier le bien-fondé de cette guerre aussi horrible qu'inutile, et de la désinformation majeure dont nous sommes victimes en Europe, et en particulier en France, depuis maintenant deux années.

QUATRE POSTULATS (DÉLIBÉRÉMENT) ERRONÉS

1. La Russie Voulait Envahir L'ukraine

Nous savons aujourd'hui que le corps de bataille russe massé à la frontière ukrainienne début 2022 comptait entre 120 000 et 150 000 hommes selon les sources et que la première vague d'assaut ne comprenait que 60 000 hommes environ. Le simple bon sens voudrait que des analystes sérieux aient eu l'objectivité de reconnaitre qu'il s'agissait bien d'une opération miliaire « spéciale » – qu'ils étaient en droit de dénoncer – au lieu d'abonder dans le sens de la propagande diffusée par Kiev, Londres, Washington et Varsovie s'attachant à faire croire à une invasion menaçant toute l'Europe occidentale. Les effectifs russes engagés étaient clairement ceux d'une action limitée, donc notoirement insuffisants pour une opération d'ampleur contre un État de 603 000 km^2 et de 43 millions d'habitants. Rappelons pour mémoire que lors de leur invasion de l'Irak – 438 000 km^2, 27 millions d'habitants et des forces armées non soutenues par – en 2003[2], les Américains ont engagé une armée de 150 000 hommes assistée de 45 000 Britanniques et de 70 000 Kurdes[3]. Ce premier postulat ne résiste donc pas à l'analyse militaire élémentaire.

2. LA RUSSIE DISPOSAIT D'UNE ARMÉE PUISSANTE QUI AURAIT DÛ BALAYER LES UKRAINIENS EN QUELQUES SEMAINES. CELA N'A PAS EU LIEU, CE QUI RÉVÈLE SA MÉDIOCRITÉ ET CELLES DE SES CHEFS

Les forces russes qui ont attaqué l'Ukraine l'ont fait avec un rapport de forces très défavorable de 1 contre 3. Elles ne pouvaient donc submerger ni écraser l'armée ukrainienne, très supérieure en nombre. Leur objectif était de la paralyser et de contraindre Kiev à la négociation.

De plus, on oublie ce que de nombreux experts militaires observaient déjà pendant la Guerre froide et jusqu'au début des années 2000 : les forces soviétiques (malgré leur importance), étaient d'abord des forces préparées pour la défense et non pour les opérations extérieures, à la différence des forces occidentales. Nous savons donc depuis longtemps que la logistique, surtout pour la projection de forces, n'est pas leur point fort, ce qui a été confirmé par les observations de nombreux officiers s'étant rendus en Russie après la dissolution de l'URSS… et par les premières semaines de « l'Opération militaire spéciale ».

Ces défauts, ne se sont pas améliorés après la chute du mur de Berlin, tant l'armée russe a connu de coupes sombres, tant en matière de budget, de ressources humaines que d'unités. Il a fallu attendre le début des années 2000 pour observer le début d'un redressement. Néanmoins, l'armée russe d'aujourd'hui n'est pas l'Armée rouge d'hier, bien qu'elle en soit l'héritière.

Aussi, nous nous permettons de penser que cette surestimation de la force russe, largement relayée par les médias occidentaux, n'avait pour but que de glorifier la résistance ukrainienne et d'humilier Moscou, dans le but possible de provoquer une fronde contre Poutine et son état-major.

3. LES FORCES RUSSES VOULAIENT PRENDRE KIEV, MAIS ELLES ONT ÉCHOUÉ

Autre ineptie. Seule une fraction des forces de l'Opération militaire spéciale a été affectée à l'offensive visant la capitale ukrainienne, non dans le but de la conquérir, mais de fixer les forces de Kiev (manœuvre opérative). Il est totalement délirant de croire que les Russes envisageaient de conquérir une agglomération couvrant 12 300 km² – au cœur d'une aire urbaine de28 900 km² –, regroupant au total 4,6 millions d'âmes[4], et encore une fois face à des forces supérieures en nombre et installées sur un territoire qu'elles connaissaient parfaitement. Ceux qui savent les extrêmes difficultés de la guerre urbaine n'ont cessé de dénoncer cette affirmation des Ukrainiens et de leurs mentors occidentaux comme totalement fantaisiste.

À titre de comparaison, il convient de rappeler que pour son opération de nettoyage de la bande de Gaza (360 km^2, 2,6 millions d'habitants), l'armée israélienne a engagé plus de 180 000 hommes, dispose d'un contrôle du ciel total et d'une assistance américaine et britannique en matière de collecte de renseignements et de fourniture de munitions. Néanmoins, quatre mois après le début de son offensive, Tsahal n'est toujours pas parvenu à en prendre le contrôle total alors même que les combattants du Hamas (20 000 hommes) ne sont pas des adversaires comparables à l'armée ukrainienne formée par l'OTAN.

4. LA RÉSISTANCE HÉROÏQUE DES FORCES UKRAINIENNES A SURPRIS LE MONDE COMME LA RUSSIE ET MONTRE LA SOLIDITÉ ET LA DÉTERMINATION DE CETTE NATION

Cette affirmation nous semble relever d'une sous-estimation délibérée de l'armée ukrainienne afin d'atteindre le but psychologique évoqué au point n°2 ci-dessus. Encore une fois, revenons-en aux chiffres. Début 2022, les forces armées ukrainiennes comptaient 250 000 hommes, soit les deuxièmes les plus importantes en volume en Europe orientale, après l'armée russe. Elles étaient de plus complétées par les gardes-frontières (53 000 hommes), la nouvelle Garde nationale d'Ukraine (60 000) et les divers services de sécurité intérieure. Surtout, ces forces avaient bénéficié, depuis 2014 d'une assistance majeure de plusieurs pays de l'OTAN (États-Unis, Royaume-Uni, Canada), en matière de formation et de livraisons d'armes, et recevaient aussi de très nombreux renseignements sur la Russie dont ces pays disposaient[5]. C'étaient donc des forces professionnelles, bien équipées et disposant, pour certaines d'entre elles, d'une expérience du combat pour avoir participé depuis 2014, aux opérations militaires contre les régions autonomistes du Donbass. Rien à voir donc avec « la petite armée » ukrainienne que nous ont vendue l'OTAN et les médias.

Ajoutons à cela que l'armée ukrainienne avait établi, principalement autour du Donbass, de très solides positions défensives, qu'elle combattait sur un terrain qu'elle connaissait, qu'elle était trois fois plus nombreuse que les forces d'attaque russes, et que si celles-ci avaient

l'initiative, leur offensive était largement attendue.

Ces quatre postulats – dont l'analyse rapide permet de mesurer qu'ils ne résistent pas aux faits – relèvent donc de la mauvaise foi, si ce n'est d'une désinformation délibérée, afin de fausser la perception du conflit et de décrédibiliser l'adversaire russe, manœuvre en soi de bonne guerre.

À côté de ses fausses affirmations, il convient également de se pencher sur d'autres faits, qui s'ils n'ont pas été déformés par le narratif otano-ukrainien, ont été passés sous silence, car ils contribuent également à éclairer les réalités de ce conflit d'un jour nouveau.

LA NÉCESSAIRE RELECTURE DES PREMIERS MOIS DU CONFLIT

5. Depuis 2014, les Américains n'ont eu de cesse de soutenir l'Ukraine et de la pousser à reconquérir le Donbass et la Crimée – qui sont des terres russes – en encourageant son nationalisme et en l'armant, poussant de ce fait les Russes dans leurs retranchements. Washington comme Kiev connaissaient pourtant les multiples avertissements qu'avait lancés Vladimir Poutine à partir de 2007 et ses réactions face à l'avancée agressive de l'OTAN aux marges de la Russie (Géorgie 2008, Ukraine 2014). Américains et Ukrainiens se doutaient bien que les Russes ne resteraient pas sans réagir – tout en espérant peut être le contraire… – et qu'il fallait alors les faire tomber dans un piège : les placer en position d'agresseurs et de violation du droit international. Ils n'ont donc eu de cesse, depuis le milieu de l'année 2021, d'alerter l'opinion internationale sur la menace russe et le risque de guerre (qu'ils étaient en train de provoquer) dès qu'ils ont observé que Moscou massait ses troupes à la frontière ukrainienne et s'y livrait à des exercices militaires.
Il est finalement possible de considérer que les deux adversaires ont « bluffé » : les Américains et les Ukrainiens en pensant que les Russes ne réagiraient pas ; et Moscou estimant sans doute qu'en massant ses forces à la frontière, Washington et Kiev renonceraient. Mais aucune de ces deux manœuvres n'a fonctionné et elles ont irrémédiablement conduit à la guerre.

6. Ukrainiens et Américains savaient parfaitement qu'en lançant l'opération de reconquête du Donbass le 17 février 2022, Moscou interviendrait en soutien des populations russophones menacées. Leur objectif était alors d'amener l'armée russe à buter sur les nombreuses fortifications érigées depuis 7 ans à dans le sud-est du pays et à leurs nombreux moyens antichars, afin de lui infliger une défaite. Mais les Russes ne sont pas tombés dans ce piège.

7. Il n'est pas imaginable que Washington et Kiev aient décidé cette provocation contre la Russie sans que l'armée ukrainienne soit prête à résister et ait pris des dispositions défensives solides. Encore une fois, la – légitime – résistance ukrainienne n'est pas surprenante et s'est donc paradoxalement révélée moins performante que prévu, les Russes ayant pu fixer une partie des forces autour de Kiev et occuper très rapidement plus de 30% du territoire.

8. Le retrait des forces russes de la région de Kiev, fin mars 2022, n'est pas lié à un échec militaire – bien qu'elles y aient rencontré une farouche résistance ayant contrarié leur progression – mais à une concession de Moscou dans le cadre des négociations d'Istanbul[6], comme l'a confirmé Poutine lors de son interview accordée à Tucker Carlson. Certains continuent de nier ce fait, mais sans aucun argument, car les forces russes se sont retirées en

bon ordre… avant que les Ukrainiens, sous l'influence de Boris Johnson, ne décident de mettre un terme à des négociations en passe d'aboutir !

9. Tout cela ne veut pas dire que les Russes n'aient pas commis d'erreurs. Il y a eu sans aucun doute de mauvaises estimations initiales de l'adversité, due à des rivalités entre services de renseignement. Dans un article récent[7], Andrei Kozovoï, professeur à l'université de Lille, évoque le fait que seules trois personnes, en dehors de Poutine lui-même, auraient été au courant du projet d'invasion décidé lors du Conseil de sécurité du 21 février : le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou ; le secrétaire du Conseil, Nikolaï Patrouchev ; et le directeur du FSB, Alexandre Bortnikov. Les autres membres de cette instance – dont Sergeï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Michoustine, Premier ministre et Sergueï Narychkine, le chef du SVR – auraient été, eux, favorables à la poursuite du processus diplomatique.
Par ailleurs Andrei Kozovoï rappelle justement que depuis l'arrivée de Poutine à la présidence en 2022, le FSB n'a cessé de prendre l'ascendant sur les autres services de renseignement, le SVR, mais aussi le GRU (Direction du renseignement militaire). Le premier s'étant déconsidéré aux yeux de Poutine à la suite de l'arrestation, en 2010 aux États-Unis, d'une dizaine d'illégaux par le FBI ; le second en raison du fiasco de l'empoisonnement de Skripal, à Londres, en 2018. Le FSB se serait de facto retrouvé en position de force dans l'élaboration du processus décisionnel, pesant de tout son poids en faveur d'une intervention militaire en Ukraine.
La décision de lancer l'opération militaire spéciale – certainement envisagée de longue date, mais non planifiée aussi en détail qu'elle aurait dû l'être – semble ainsi avoir été prise dans l'urgence. Une fois celle-ci engagée, comme tous les militaires le savent, un plan d'opération ne résiste jamais à plus de trois jours de guerre et les forces russes ont été confrontées à une plus forte adversité que ce qu'elles escomptaient, ce qui leur a coûté cher.

LE CINQUIÈME (NOUVEAU) FAUX POSTULAT

10. IL EXISTE UN RÉEL RISQUE DE GUERRE AVEC LA RUSSIE D'ICI 5 À 8 ANS ET LES OCCIDENTAUX DOIVENT S'Y PRÉPARER

Depuis la fin de l'année 2023, en raison de l'échec de la contre-offensive ukrainienne et des difficultés d'approvisionnement en armes, un nouveau narratif est produit par l'OTAN : celui d'un risque de guerre avec la Russie à l'horizon de 5 à 8 ans. Ainsi se succèdent les déclarations alarmistes des principaux responsables politiques et militaires des pays de l'OTAN, dans une campagne savamment orchestrée.

– En décembre 2023, les principaux collaborateurs du président Joe Biden déclarent au Congrès que si les parlementaires ne votent pas rapidement pas une aide militaire supplémentaire à l'Ukraine, la Russie pourrait gagner la guerre en quelques mois, voire quelques semaines. Mais les Républicains continuent à ce jour de s'opposer à une nouvelle aide de 61 milliards de dollars à Kiev.

– Puis, le 7 janvier, à l'occasion de leur séminaire annuel sur la défense, des membres du gouvernement suédois et des haut-gradés de l'armée déclarent que le pays doit se préparer à une guerre avec la Russie.

– Le 16 janvier, le journal allemand *Bild* publie un document « confidentiel » de l'état-major

allemand montrant que celui-ci envisage sérieusement une attaque russe et décrivant comment il se prépare à y faire face.

– Le 21 janvier, l'amiral néerlandais, Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN déclare que l'Alliance n'exclut pas une guerre avec la Russie : « *Nous nous préparons à un conflit* » annonce-t-il.

– Le 21 janvier toujours, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, met en garde contre le risque d'une guerre dans un entretien diffusé par la chaine télévisée ZDF, affirmant que « *même si une attaque russe ne paraît pas probablepour l'instant, nos experts s'attendent dans cinq à huit ans à une période au cours de laquelle cela pourrait être possible* ».

– Le 24 janvier, le général Sir Patrick Sanders, chef de la *British Army* estime, dans une interview au *Guardian,* que la société britannique doit se préparer à l'éventualité d'une guerre.

– Le 5 février, dans un entretien paru dans le tabloïd *Super Express*, le ministre de la Défense polonais, Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, déclare ne pas exclure une guerre imminente avec la Russie.

– Enfin, le 9 février Le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen, affirme, dans une interview au quotidien *Jyllands-Posten,* que la Russie est capable de passer rapidement à l'offensive et que le Danemark doit être prêt à ce scénario.

Tous déclarent que face à la menace, les budgets de défense et les achats d'armement doivent être augmentés sans attendre[8]. Évidemment, on ne s'interroge guère quant à savoir à qui profite cette manœuvre politico-médiatique[9]

Or, indépendamment du fait que Vladimir Poutine ait été très clair sur ce point lors de son interview avec Tucker Carlson[10], les réalités démographiques et militaires montrent que cette hypothèse est totalement irréaliste et relève, une nouvelle fois, de la propagande, dans le but de maintenir à tout prix la cohésion de l'OTAN, qui commence à se fissurer, et surtout de faire peur aux opinions publiques qui voient bien quelle vont être l'issue de la guerre et les conséquences économiques déplorables qu'elle a engendrées pour elles.

REFERENCES

[1] Y compris l'excellent Emmanuel Todd – dont le dernier ouvrage (*La Défaite de l'Occident,* Gallimard, Paris, 2024) est en tout point remarquable – qui s'égare parfois lorsqu'il aborde les questions militaires.

[2] Opération lancée en dépit de l'opposition très claire de l'ONU et illégale au regard du droit international.

[3] https://fr.wikipedia.org/wiki/Invasion_de_l%27Irak_par_les_%C3%89tats-Unis_en_2003

[4] Cf. https://www.populationdata.net/pays/ukraine/aires-urbaines. La ville de Kiev stricto sensu couvre 827 km^2 et compte 3 millions d'habitants, une superficie et une population toujours supérieures à Gaza.

[5] Eric Schmitt, Julian Barnes & Helen Cooper, “Commando Network Coordinates Flow of Weapons in Ukraine, Officials Say”, *New York Times*, June 25, 2022. Greg Miller and Isabelle Khushudyan, “Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia”, *The Washington Post,* October 23, 2023.

[6] Voir à ce sujet mon éditorial n°62, « Quand le brouillard de la guerre commence à se dissiper », février 2023 (https://cf2r.org/editorial/quand-le-brouillard-de-la-guerre-commence-a-se-dissiper/).

[7] Andrei Kozovoï, « Poutine ou l’intoxiqueur intoxiqué » *Politique internationale*, n°178, Hiver 2023. Cet article, qui apporte des éléments intéressants, se décrédibilise malheureusement par sa grossière orientation anti-Poutine. L’auteur va jusqu’à attribuer la responsabilité de l’assassinat de Daria Dougina au FSB… alors que le SBU ukrainien l’a clairement revendiqué !

[8] Seule voix discordante, le chef d’état-major des armées (CEMA) français, le général Thierry Burkhard a déclaré, le 22 janvier, lors d’une conférence à la Sorbonne, que *« quelle que soit l’issue de la guerre en Ukraine, la Russie a déjà subi une défaite stratégique. (…) L’armée de terre russe est dans un état critique. Elle ne constitue plus une menace pour l’OTAN* » (https://www.opex360.com/2024/01/24/pour-le-chef-de-la-british-army-la-societe-britannique-doit-se-preparer-a-leventualite-dune-guerre/).

[9] En 2023, les exportations d’armes américaines ont augmenté de 56% par rapport à 2022 selon le département d’État américain. C’est essentiellement la guerre en Ukraine qui explique cet accroissement record.

[10] Alors que Tucker Carlson, lui demandait s’il pouvait *« imaginer un scénario dans lequel vous envoyez des troupes russes en Pologne »*, Vladimir Poutine a répondu : *« Seulement dans un cas de figure, si la Pologne attaque la Russie. Nous n’avons pas d’intérêts en Pologne, en Lettonie ou ailleurs. Pourquoi ferions-nous cela ? Nous n’avons tout simplement aucun intérêt* (…). *Il n’en est pas question »*, a-t-il ajouté.

Expose du Colonel Michel Garder- 1986- Consequences de la guerre du Golfe-

Category: Europe de l'Est,Extraits de bulletin,Renseignement
8 novembre 2024

Il y a un an, lors de notre Congrès de Paris, j’ai tenté de tirer les conséquences à l’échelle mondiale, du passage fin 1989 du XX° au XXI° siècle et de montrer que ce passage était peut être encore plus radical que ceux de 1789 et de 1917 entre les XVIII° et XIX° et les XIX° et XX° siècles. “

L’épisode de la guerre du Golfe devait dans une certaine mesure occulter les réalités de ce

passage, en laissant accréditer l'illusion de la création d'un nouvel ordre mondial. Il faut dire que la mobilisation sous la bannière du " droit international " d'une coalition aussi hétéroclite que celle que nous avons vue se mettre en place entre l'automne de 1990 et le déclenchement de la " tempête du désert ", suffisait à elle seule à créer cette illusion.

Les votes positifs au Conseil de sécurité de l'O.N.U. avec un minimum d'opposants, venaient de plus rassurer ceux qui craignaient que les EtatsUnis s'arrogent désormais le droit exclusif de gendarme de notre planète. D'ailleurs en arrêtant net les opérations après la libération du Koweit, alors que l'élimination totale de Saddam Hussein paraissait à sa portée, le président Bush n'avait-il pas lui-même souligné la primauté des Nations Unies dont la coalition n'était que le bras justicier.

C'est à partir de ce moment-là, que le charme, suscité par la détermination du président Bush, la mise en place exemplaire du " bouclier du désert ", l'ampleur de la coalition du droit et surtout l'extraordinaire exhibition télévisée des forces armées américaines et accessoirement alliées, allait progressivement se dissiper. Abstraction faite du retour à Koweit de la famille régnante et des pertes infligées à l'armée et aux villes irakiennes, on en revenait pratiquement à la case départ.

L'illusion médiatisée de la guerre du Golfe

Lorsque nous revoyons après coup l'ensemble des événements liés à la crise puis à la guerre du Golfe, nous sommes frappés par le caractère onirique – ou mieux hypnotique – que revêt avant tout cette tranche d'histoire. Certes, il y a eu dans l'enchaînement des faits une logique indiscutable avec la participation réelle des dirigeants politiques mondiaux, croyant sincèrement remplir leur devoir et prendre des décisions engageant l'avenir. Les chefs militaires qui exécutaient leurs missions en mettant en oeuvre des troupes d'élite, disposant de matériels ultra-modernes, étaient non moins indiscutablement réels.

Et puis, il y avait un motif tout aussi réel et indiscutable : une agression préméditée, perpétrée à la face du monde par un tyran odieux, doté d'une armée redoutable contre un petit pays membre de la grande famille des Nations Unies. Un tel crime ne pouvait pas demeurer impuni ; le droit et la morale les plus élémentaires exigeaient une sanction et, bien entendu, la restauration de la victime dans ses droits et son intégrité.

Il y avait enfin le coupable lui-même tellement réel dans son ignominie que l'on ne savait plus à quel grand criminel de l'histoire on pouvait le comparer. " Un nouvel Hitler " s'était écrié le président Bush… et la comparaison ne paraissait pas déplacée. Et pourtant, d'un bout à l'autre, cette version planétaire de " Crimes et Châtiments " s'est déroulée dans une ambiance plus proche d'une séance d'hypnose collective que de celle du roman de Dostoïevsky ! La raison majeure de cette ambiance – disons surréaliste – réside, selon nous, dans le fait que ni les acteurs ni les spectateurs de cette illusion médiatisée ne tenaient compte du changement de siècle intervenu depuis 1989. Il s'agissait en somme d'une guerre du XX° siècle se déroulant au XXI° siècle, c'est-à-dire dans un cadre profondément différent et des catégories de pensée en voie de mutation.

La première victime, si l'on peut dire, de cette mutation a été Saddam Hussein lui-même, habitué à raisonner dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest, qui lui garantissait une impunité

quasi-totale. Il est vrai qu'au " bon vieux temps du XX° siècle " l'invasion du Koweit eût tout au plus suscité l'indignation au sein du camp occidental et quelques remous dans le monde arabe. Aussi la violente réaction américaine et l'alignement, même apparent, du Kremlin sur la Maison Blanche ont-ils constitué une surprise désagréable pour le dictateur irakien. Son ralliement subit à l'Islam, en lieu et place du National Socialisme arabe qui avait jusque-là fait sa fortune, et son appel à la guerre sainte ne pouvaient plus changer le cours des événements.

De son côté, le président Bush devait passer à l'action en croyant – ou en faisant semblant de croire – que l'U.R.S.S. constituait toujours le deuxième pôle de l'équilibre mondial. De là le maintien permanent des contacts avec Moscou, où la guerre froide russo-soviétique battait son plein, la " rencontre historique " avec Gorbatchev à Helsinki, etc. Le regain de prestige de l'O.N.U. n'était pas non plus une innovation. Créée par les États-unis, en plein XX° siècle, cette vénérable institution que le Général de Gaulle avait traitée naguère de " Machin ", retrouvait son lustre de 1950 et de la guerre de Corée.

Les militaires américains étaient de leur côté conviés à prendre leur revanche sur la défaite au Vietnam, et au fond s'apprêtaient à mener – à frais réduits – la guerre qu'ils n'avaient pas faite contre les Soviétiques, en testant les matériels et la stratégie élaborés en vue de celle-ci. Le clivage entre les pays arabes était également une rémanence du XX° siècle. Il en allait de même des pays de l'Europe Occidentale : la Grande-Bretagne et la France retrouvant leur cohésion de l'époque de Suez, l'Allemagne absorbée par sa réunification se réfugiant dans un semi-neutralisme et les autres demeurant spectateurs.

Seuls deux pays jouxtant le " champ de bataille ": Israël et la Turquie allaient pour des raisons différentes tenir compte des réalités du XXI° siècle.

En s'abstenant de riposter aux tirs des Scuds irakiens – à la demande des États-unis – Israël contrevenait à la règle impérative qui avait assuré sa survie au XX° siècle, à savoir de ne jamais laisser une agression ennemie sans représaille immédiate et massive. En participant elle-même indirectement à la bataille, la Turquie faisait en quelque sorte une entorse à la règle instaurée par Kemal Ataturk de ne pas se mêler aux affaires du Moyen-Orient, une règle respectée tout au long du XX° siècle.

Enfin, à l'arrière-plan, les deux " alliés-concurrents " du binôme asiatique la Chine et le Japon s'efforçaient, chacun à sa façon, d'engranger des bénéfices potentiels sans heurter de front les États-unis. Tous deux étaient bien entrés dans le XXI° siècle avec ses perspectives nouvelles auxquelles il leur fallait s'adapter.

Une fin surréaliste provisoire

Grâce aux médias – et en premier lieu la télévision – le monde entier avait pu suivre la " tempête du désert " de minute en minute, y compris avec des émissions occidentales en provenance de Bagdad. Pour un peu on pouvait rêver d'une " couverture " identique de la deuxième guerre mondiale avec une caméra alliée installée dans le Bunker d'Hitler à Berlin.

Dieu merci, les Scuds mis à part, l'armée irakienne n'avait pas recours aux armes spéciales et à peine avait-il été question de la fameuse garde républicaine. Les pertes alliées étaient minimes et une fin décisive et conforme à la morale se profilait à l'horizon. Coïncidant avec le

cessez-le-feu consécutif à la libération du Koweit, les résistants ” Chiites ” au Sud et les ” Kurdes ” au Nord faisaient leur apparition. Encouragés par les Américains et soutenus moralement par de nombreux pays – dont l'Iran, les insurgés s'emparaient de nombreuses villes et, disait-on, menaçaient Bagdad. On sentait venir un dénouement du type XX° siècle avec mise à mort ou suicide du tyran, instauration d'un tribunal international pour criminels de guerre, coupables d'assassinats ou d'exactions au Koweit, et en premier lieu d'incendies des puits de pétrole. On en oubliait même les ultimes manœuvres soviétiques au profit de l'Irak telles que les voyages de Primakov à Bagdad et le séjour de Tarek Aziz à Moscou.

Et puis, subitement, le scénario allait basculer dans le XXI° siècle, c'est-à-dire dans la réalité. L'armée irakienne retrouvait sa force, sa cohésion et ses munitions pour mater les deux rebellions. En attendant de fêter son 54ème anniversaire, Saddam Hussein refaisait surface, changeait son gouver nement. Le Parti Baath que l'on croyait volatilisé, reprenait la situation en main. Mieux, cette semi-résurrection se passait sous les yeux de l'armée américaine, l'arme au pied.

C'est alors que les médias changèrent de scénario en optant pour celui du XXI° siècle avec en gros plan la tragédie kurde. Du coup, une partie des troupes ayant joué un rôle actif dans la victoire éclair sur l'Irak, prit en charge la survie des vaincus de la brève et sanglante guerre civile. Celle-ci avait peut-être fait plus de victimes que la ” tempête du désert ” mais l'élan des coeurs dont les malheureux Kurdes étaient les bénéficiaires, faisait passer le reste, y compris les appels au soulèvement, au second plan.

Pour finir, alternant avec les images insoutenables du martyre des Kurdes, nous eûmes droit aux images des festivités de l'anniversaire de Saddam Hussein et de la réception par ce dernier d'un des chefs de la rébellion kurde, venu demander l'aman à son suzerain. Sensiblement au même moment, le général Schwartzkopf, le vainqueur de ” tempête du désert ” rentrait triomphalement aux États-unis.

La poursuite du désordre mondial.

Les invocations à un nouvel ordre mondial étant demeurées sans effet et la guerre du Golfe ayant abouti à l'épilogue rappelé ci-dessus, force est de constater que la situation mondiale est plus riche en incertitudes menaçantes qu'en perspectives rassurantes. En effet, un hypothétique nouvel ordre mondial ne pourrait se concrétiser qu'à la suite d'efforts cohérents de la seule superpuissance valide : les États-unis s'appuyant sur l'O.N.U. et en fait, voudrait dire l'instauration d'une Pax Americana.

En dehors de cette solution extrême, il ne reste que l'éventualité de l'émergence d'un nouveau pôle : européen ou asiatique, s'opposant aux États-unis et conditionnant un nouvel équilibre du genre de celui que nous avons connu dans la dernière partie du XX° siècle.

Il peut paraître prétentieux – sinon ridicule – d'émettre en quelques lignes un diagnostic sur l'état de santé actuel et les perspectives d'avenir d'une super-puissance comme celle des États-unis. Aussi nous bornerons-nous à rappeler quelques données qui nous paraissent essentielles quant à la ” personnalité ” de ce pays au destin hors du commun. Sa véritable histoire débute avec la Constitution de 1789, c'est-à-dire coïncide avec ce que nous pensons être le début du XIX° siècle. Ce siècle, très long, s'achevant selon nous en 1917, les Etats-Unis ne le vivent pas

en symbiose avec l'Europe, en particulier du fait de la doctrine de Monroe. La notion de " démocratie " idéalisée s'y allie à un christianisme à dominante protestante – voire puritaine. L'Europe des monarchies, pour la plupart absolues, l'emprise du catholicisme sur de nombreux pays et en contrepoint la forte poussée du matérialisme à prétention scientifique, la montée du socialisme avivant la lutte des classes, etc. rebutent la jeune puissance continentale dont les traits dominants sont l'esprit pionnier, la bonne conscience et la confiance en soi. Sa seule crise sérieuse a été la guerre de Sécession, un affrontement entre états et non une guerre civile. Professant l'anti-colonialisme – le colonialisme étant une tare européenne, les États-unis ne manquent pourtant pas de goûter au fruit défendu entre 1898 et 1914 : Hawaï, Philippines, guerre de Cuba, Panama, l'esprit pionnier et la confiance en soi faisant taire un peu de mauvaise conscience. C'est en toute bonne conscience qu'en 1917, la " démocratie " américaine vient se ranger aux côtés de la France et de ses alliés contre l'impérialisme de l'Entente.

Se trouvant dans le camp des vainqueurs, les États-unis abordent le XX° siècle avec l'intention, du moins au niveau de son administration, de jouer un rôle de premier plan à l'échelle mondiale (S.D.N. Traité de Versailles) . Toutefois le Congrès ne suit pas. La diplomatie américaine n'en demeure pas moins active en Europe et en Asie. La crise de 1929 secoue durement les États-unis et amène au pouvoir le président Roosevelt qui redresse la situation économique et sociale (New Deal) mais le Congrès demeure isolationniste.

C'est à partir de l'attaque japonaise de Pearl Harbour de décembre 1941 que les États-unis vont rapidement devenir une super-puissance à l'échelle mondiale et prendre la tête de deux croisades successives contre l'Axe d'abord, contre le totalitarisme communiste ensuite.

C'est cet esprit de croisade qui succède en quelque sorte à l'esprit pionnier originel et renforce encore la bonne conscience et la confiance en soi. Soldats du Bien contre les forces du Mal, les États-unis relèvent tous le défis de ces dernières dans tous les domaines : financiers, économiques, scientifiques et techniques. Finalement, après avoir vaincu le Mal nazi, le Américains l'emportent en 1989 sur le Mal communiste. Toutefois, il faut noter que les seuls échecs subis par les " croisés américains " se situent en Asie : Corée, Chine, Vietnam et qu'il leur a fallu recourir à l'arme nucléaire pour abattre le Japon. La guerre du Golfe a peut-être exorcisé ces échec, voire concrétisé symboliquement la victoire sur le Mal, mais le XXI° siècle débute pour les États-unis sans forces du Mal à combattre. Le Japon et dans une certaine mesure la Chine ont été leurs alliés dans l'affrontement contre l'U.R.S.S.. Cuba n'a pas la dimension voulue pour personnifier le Mal . " Vous seriez bien embêtés si on vous supprimait l'ennemi " avait dit le Soviétique Arbatov à l'époque Directeur de l'Institut Amérique de Moscou à un groupe d'étudiants américains en 1987. Sa boutade s'est avérée exacte pour son propre pays dont le régime a été touché à mort du fait de la disparition de l'ennemi capitaliste, cette incarnation du Mal dans la religion lénino-marxiste.

On peut se demander dans quelle mesure le Soldat du Bien ne sera pas affecté par la disparition des forces du Mal. Bien sûr il reste aux États-unis le rôle suprême de champion de la paix et de la concorde à l'échelle de la planète, mais les défis auxquels ils auront à faire face seront bien moins exaltants que ceux lancés naguère par les forces du Mal. Il leur faudra, comme vient de le faire le président Bush avec Saddam Hussein, " diaboliser pas mal d'adversaires moins typés que le dictateur irakien. De plus, ils auront à faire accepter cette " diabolisation " par l'O.N.U. " Vaste programme " ainsi que l'aimait à dire feu le Général de

Gaulle.

En attendant, le désordre mondial risque de durer longtemps et pour s'en convaincre, il suffit de passer en revue les autres acteurs principaux de la scène internationale.

L'avenir incertain de l'Europe en gestation

Prévue pour la fin de 1992, la Communauté politico-économique européenne verra peut-être le jour, mais même dans cette hypothèse optimiste ce ne sera qu'une solution provisoire. En effet, le modèle que les Européens occidentaux avaient élaboré depuis des années s'appuyait sur l'existence du " rideau de fer " et d'une U.R.S.S. régnant sans partage sur la partie orientale de notre continent. Avec la destruction de cet obstacle entre les deux tronçons de l'entité géographique européenne, le modèle prévu, voire même réalisé, sera très rapidement inviable. Déjà, l'Allemagne, en absorbant l'ancienne R.D.A., a montré à la fois une voie difficilement évitable et les difficultés que cette voie comportait. Même si la réunification de l'Allemagne constitue un cas à part, il n'en demeure pas moins que refuser l'entrée de la Communauté à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie et à la Pologne serait psychologiquement très difficile, alors que l'Autriche et la Suisse se trouvent déjà dans l'antichambre de la future entité.

Pendant ce temps, la Turquie, exclue du " paradis européen ", en raison de ses erreurs passées, estime avoir racheté celles-ci par sa participation à la guerre du Golfe. Quelle sera l'attitude de la C.E.E. vis-à-vis de ce membre fidèle de l'Alliance Atlantique ? Il y a, de plus, à l'Est, une importante réserve de candidats potentiels avec les morceaux de ce que fut l'Union Soviétique : pays Baltes, Moldavie, Biélorussie, Ukraine et Russie.

Enfin, on peut s'interroger sur l'impact éventuel sur le processus de constitution de la Communauté de la situation dans les Balkans : Yougoslavie, Albanie, Bulgarie et Roumanie. Avec une guerre civile latente en Yougoslavie, la " décommunisation " heurtée en Albanie et l'éventualité d'un retour de la monarchie – cette seule solution viable, en Bulgarie et en Roumanie, les risques d'explosion au sein de l'ancienne poudrière de l'Europe, demeurent plus que réels. Faute d'un système intégré de défense, la Communauté serait bien en peine de contrôler la poudrière, voire même d'en encaisser les explosions.

Une nouvelle phase dans la guerre civile froide russo-soviétique

Depuis la fin de 1990 nous assistons à une véritable guerre civile froide russo-soviétique du fait de l'opposition entre Eltsine et Gorbatchev. Un armistice provisoire est intervenu dans ce conflit original avec la signature, le 24 avril 1991, d'un accord sur une nouvelle forme d'Union accordant aux Républiques constituantes une marge d'autonomie plus grande que dans l'ancienne formule. Il s'agissait incontestablement d'une importante concession de Mikhaïl Gorbatchev à son adversaire Boris Eltsine dans l'espoir de mettre un terme à la grève des mineurs dans les grands bassins houillers du pays.

En dehors de la Russie, en la personne de son président, ce document a été signé par huit autres Républiques, à savoir la Biélorussie, l'Ukraine, le Kazakhstan, le Kirghiztan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan.

Il est à noter par ailleurs que cet accord ne comportait aucune menace à l'encontre des Républiques réfractaires : Lithuanie, Lettonie, Estonie, Georgie et Arménie. Dès la signature de cet armistice – très certainement provisoire – Boris Eltsine s'est immédiatement attaqué au problème de la grève des mineurs. Ces derniers, en premier lieu ceux du bassin de Sibérie, n'étaient pas faciles à convaincre, une de leurs revendications étant la démission de Gorbatchev et du gouvernement soviétique.

Finalement, sa popularité et son entregent aidant, le président russe est parvenu à obtenir la reprise du travail à la condition du passage des bassins du Nord et de la Sibérie sous le contrôle de sa République et la possibilité pour les comités de grève, devenus de facto des gouvernements locaux, de régler eux-mêmes le mode de gestion des mines (y compris leur privatisation) et de procéder à la " dépolitisation " de leurs territoires, c'est-à-dire la liquidation des comités du Parti et des syndicats officiels. Certes, désormais, le gouvernement russe devenu le seul interlocuteur des mineurs se trouve sous la menace d'un mécontentement subit de ces derniers, mais dans l'ensemble il s'agit d'une défaite très grave pour Gorbatchev et le gouvernement soviétique.

Cette défaite devrait normalement être aggravée par la future élection au suffrage universel de Boris Eltsine au poste de président de la République de Russie le 12 juin 1991. Il est étonnant à ce propos, que la classe politique française ait fait preuve d'un manque total de réalisme lors de la récente visite du futur président d'un pays de 150 millions d'habitants.

En attendant cette consolidation de la stature politique de Boris Eltsine, ce dernier a déjà obtenu de Mikhaïl Gorbatchev quelques concessions supplémentaires, en particulier la création d'un K.G.B. de Russie, indépendant de celui d'U.R.S.S. et un système bancaire autonome. Il ne restait plus au président mal élu, d'une U.R.S.S. au statut en voie de définition, qu'à se venger sur les malheureux arméniens, coupables non seulement d'avoir proclamé leur indépendance, mais également d'avoir nationalisé les biens de l'ancien parti communiste arménien.

Ceci dit, il me paraît évident que ce ne sont pas les efforts pour sauver Gorbatchev qui parviendront à modifier le cours des événements. Il est dommage que les responsables politiques occidentaux, ainsi que Gorbatchev et son entourage, n'aient pas lu attentivement l'ouvrage prophétique d'Alexandre Soljenitsyne sur la manière de reconstruire la Russie.

Au moment où nous sommes réunis, la presse nous relate avec le plus grand sérieux le voyage du ministre des Affaires Étrangères soviétique, Alexandre Bessmertnykh, au Moyen-Orient. Comme si l'U.R.S.S. était encore une super-puissance susceptible de participer à l'établissement d'un nouvel ordre mondial. Décidément les survivances du siècle passé encombreront longtemps des réalités du XX° siècle, surtout lorsqu'il s'agit du Moyen-Orient et de la nébuleuse islamique.

La grande inconnue du début du siècle

La nébuleuse islamique qui se divise en trois branches : l'arabe, la turcomongole et l'irano-asiatique, constitue la grande inconnue de ce début de siècle. On pouvait déjà craindre son réveil et son activation au moment de la crise du Golfe. Or, celle-ci, qui affectait avant tout la branche arabe, n'a

donné lieu qu'à quelques remous dans le Maghreb, au plan des masses, en Égypte, parmi les étudiants et en Jordanie. L'appel à la guerre sainte lancée par Saddam Hussein à l'origine de ces remous, n'a pas empêché le fractionnement de la " branche arabe " au niveau des dirigeants. Seuls le Roi de Jordanie, l'O.L.P. d'Arafat et le Yémen ont ouvertement soutenu Bagdad. Pour des raisons diverses, l'Arabie Saoudite, les Émirats, l'Égypte, la Syrie et, assez symboliquement, le Maroc se sont retrouvés au sein de la " coalition du droit ". Curieusement, la Libye s'est posée en arbitre en condamnant l'invasion du Koweit et en apportant son soutien moral à Saddam Hussein. Enfin, le Soudan, la Tunisie et l'Algérie sont demeurés neutres tout en affichant leur sympathie pour l'Irak.

Il faut dire que la non-belligérance d'Israël – s'abstenant de répliquer aux Scuds irakiens – enlevait à la plupart des dirigeants arabes le motif sacré d'une coalition contre l'ennemi commun. Il est trop tôt néanmoins pour conclure que l'extraordinaire sang-froid dont ont fait preuve les dirigeants et le peuple israéliens sera payant à plus ou moins long terme. Cela d'autant plus que Saddam Hussein, bien que vaincu, n'a non seulement pas été éliminé, mais a pu vaincre successivement les rébellions chiite et kurde et fêter avec éclat son 54ème anniversaire. N'oublions pas que la défaite de Nasser en 1956 a fini par se muer en victoire et à conforter sa légende. Celle de Saddam est en train de s'ébaucher, ne serait-ce que du fait d'avoir survécu aux assauts d'une coalition aussi puissante. Elle ne manquera pas d'être confortée du fait d'une résurrection en cours de sa puissance militaire, grâce à de discrètes livraisons d'armes et de munitions en provenance de la Chine et de la Corée du Nord, via la Jordanie.

Les Chinois étant avant tout des commerçants habitués à se faire payer rubis sur l'ongle, et l'Irak n'étant pour le moment pas solvable, il y a là un mystère dont la clé pourrait se trouver en Libye. Nous n'en avons bien entendu pas la preuve mais le Colonel Kadhafi nous a déjà habitués dans le passé à bien des surprises.

A notre humble avis, c'est également de son côté qu'il y a lieu de chercher la clé du mystère de la livraison par la Chine d'une centrale nucléaire à l'Algérie. Maître d'un désert riche, le Colonel Kadhafi n'a jamais caché son ambition d'être le champion de l'Unité arabe. De plus, il a des revanches à prendre contre les États-unis, la France et avant tout l'Arabie Saoudite qu'il n'est pas parvenu à déstabiliser. De nombreuses possibilités s'offrent désormais à lui dans le désordre mondial actuel. L'U.R.S.S. n'étant plus le protecteur d'une partie du monde arabe, et les États-unis ne contrôlant au fond que l'Arabie Saoudite, les Émirats et, partiellement, l'Égypte, nous pouvons sans risque d'erreur prévoir une grande offensive discrète du colonel lybien dans l'ensemble de la branche arabe de la nébuleuse islamique.

De son côté, la branche turco-mogole pourrait éventuellement connaître une résurrection inattendue du fait de la Turquie. Rejeté par la Communauté européenne, ce pays a été finalement la victime de la guerre du Golfe. Le bilan de sa participation à la victoire de la coalition est résumé ainsi par le secrétaire général du Parti social-démocrate turc, Hikmet Cetin, cité dans le " Spiegel " **(1)** : " Nous avons perdu sept milliards de dollars et récupéré des centaines de milliers de Kurdes ". Or, il ne faut pas oublier – ainsi que le rappelle également le " Spiegel " – que le président Ozal s'est rangé aux côtés des États-unis " contre la volonté des chefs militaires importants et de nombreux hommes politiques de la majorité et de l'opposition, fidèles à la maxime du fondateur de la république Ataturk, selon laquelle il fallait maintenir le pays hors des affaires du Proche-Orient. "

Dans l'immédiat, la position du président Ozal paraît encore solide, mais il n'est pas dit que le temps travaille en sa faveur. Les remous qui agitent les Républiques islamiques de l'Union Soviétique risquent de s'amplifier dans les années – sinon les mois – à venir et redonner vie au rêve d'une entité pan-touranienne dont la Turquie serait la figure de proue. En 1922, Kemal Ataturk avait su résister aux appels adressés à lui par les insurgés de l'ancien Turkestan russe. En dérogeant à sa maxime concernant le Proche-Orient, le président Ozal a peut-être ouvert la voie à une autre dérogation encore plus grave.

La concrétisation du rêve pan-touranien pourrait de plus être facilitée à la fois par la Chine, ne serait-ce que pour affaiblir la future Fédération soviétique (ou russe) et par l'Iran, tête de file de la troisième branche de l'Islam. Dans l'immédiat, l'Iran joue à fond une manoeuvre complexe visant d'une part à se faire réadmettre dans le concert des Nations et d'autre part à consolider sa place de champion du véritable Islam. Son soutien à la résistance afghane, semble-t-il, enfin en état de liquider le pouvoir pro-soviétique de Kaboul s'est accru ces derniers temps. Ses liens avec le Pakistan, ami de la Chine, se sont consolidés. Le fameux axe Téhéran, Kaboul-Islamabad-Pékin établi naguère par le Chah est en voie de rétablissement et pourrait même comporter une bretelle en direction de Djakarta.

Bien sûr pour le moment, aucune des branches de la nébuleuse n'a pris réellement forme et il serait même étonnant que l'on assistât à une véritable résurrection d'un Islam conquérant. Toutefois, il nous paraît plus que possible que dans un assez bref avenir nous assistions à une réactivation de la nébuleuse facilitée par la Chine. Il en résulterait pas mal de désordres nouveaux sur la scène internationale et peut-être au sein des pays tels la France et l'Allemagne à fort pourcentage d'immigrés de confession musulmane.

Toutefois le grand perturbateur du XXI° siècle, du moins de ses premières décennies, paraît devoir être selon nous le binôme sino-nippôn.

La montée en puissance du binôme sino-nippon

Il y aura bientôt treize ans que ce binôme singulier a vu le jour et curieusement, les dirigeants soviétiques mis à part, rares sont les responsables et les observateurs qualifiés à en tenir compte. Lorsque le 12 août 1978, la Chine et le Japon eurent signé leur fameux accord avec dans son préambule la clause " anti-hégémonique ", une bonne partie des Français se trouvait en vacances. Le rédacteur de service du " Monde " avait alors trouvé un titre sensationnel " Un Pearl Harbour diplomatique ", mais depuis, la rédaction du journal n'a plus tenu compte de sa géniale initiative. Et pourtant, on venait d'assister à l'événement le plus important depuis 1945. Il s'agissait d'une alliance de facto entre la plus grande puissance continentale et la plus dynamique puissance insulaire d'Asie au moment où l'Océan Pacifique tendait à devenir la Méditerranée du siècle à venir. Ce siècle, le XXI °, a débuté en 1989 et l'alliance tient toujours. Seul l'hégémonisme a changé de sens depuis l'effondrement de l'U.R.S.S. Désormais, l'adversaire qui mérite ce titre s'incarne dans les États-unis.

Certes, ni à Tokyo, ni à Pékin, on ne le désigne nommément, mais on agit en conséquence. L'aspect le plus déroutant de cette alliance entre une puissance continentale communiste et une puissance insulaire capitaliste est qu'elles sont à la fois rivales et complémentaires. En tant que rivales, elles se livrent entre elles à un " jeu de go " planétaire, mettant en oeuvre des stratégies totales spécifiques. Celle de la Chine, à la fois traditionnelle et révolutionnaire, vise

à exploiter les contradictions de ses adversaires potentiels en vue de redonner à l'Empire du Milieu la prééminence sur le reste du monde. Celle du Japon, non moins traditionnelle, mais nettement conquérante, a pour objectif l'extension de l'Empire du Soleil Levant à l'ensemble de la planète grâce à sa technologie et à sa production.

Dans l'immédiat, la Chine connaît suffisamment de difficultés intérieures pour ne pas alarmer le Japon, dont les dirigeants considèrent l'immense empire continental comme un marché pour ses produits et un réservoir de matières premières. De leur côté, les élites chinoises, qui agissent en dépit de la gangue politico-économique qui leur est imposée par un système léninomarxiste agonisant, ne trouvent que des avantages à ce partenariat concurrentiel. Ayant fait la paix avec " l'autre Chine " et entretenant des relations privilégiées discrètes avec les deux Corées, ils sont à même de mener le jeu sans se laisser distancer.

Alors que les banquiers et les industriels japonais investissent les continents européen et américain et colonisent l'Australie, les commerçants chinois, y compris ceux qui vendent des armes, sont présents partout et les services spéciaux de Pékin exploitent toutes les possibilités offertes, concentrant leurs efforts sur l'Asie. Nous reviendrons dans quelque temps sur cette montée en puissance du binôme. Pour le moment, notons un des derniers épisodes de la concurrence entre les deux alliés rivaux qui vient de se jouer en U.R.S.S. Le Japon " conquérant " avait fait de la restitution des îles Kouriles par Moscou le préalable à toute aide économique à l'Union Soviétique et cela en attendant d'imposer d'autres conditions à " l'adversaire vaincu ".

La Chine au contraire, mettant provisoirement en sourdine ses prétentions sur les anciens territoires chinois cédés à la Russie, a non seulement accordé des crédits à l'U.R.S.S. mais a bien voulu recevoir à Pékin le Maréchal Iazov en attendant que la réconciliation entre les deux anciens rivaux du monde communiste se soit scellée à Moscou lors de la visite du premier secrétaire du P.C. chinois Jiang. Dans cette épisode le Japon a semble-t-il manqué l'occasion de mettre la main sur une bonne partie de l'économie soviétique en lui imposant sa formue salvatrice. De son côté la Chine se place en mesure de profiter d'une désintégration éventuelle de l'U.R.S.S. pour acquérir partie ou totalité de l'arsenal thermonucléaire soviétique.

Et en attendant ?

Point n'est besoin d'être prophète pour affirmer que nous sommes entrés dans une longue période de turbulences et que l'euphorie ressentie au moment de la victoire de la " coalition du droit " sur l'Irak de Saddam Hussein, ne restera dans nos mémoires que comme le souvenir d'une grande déception. Il serait temps, à notre humble avis, que les responsables de nos destinées s'imposent une analyse sérieuse de la situation mondiale et de ses perspectives d'avenir, afin de pouvoir ensuite agir en conséquence. Cette situation ne se résume pas, ainsi qu'on l'a affirmé un peu partout à un affrontement sud-nord. Elle est beaucoup plus complexe et désordonnée et de ce fait dangereuse.

Nous venons d'en effectuer un survol en négligeant provisoirement les continents africains – à l'exception de sa partie nord, et sud américain. Avec ce que nous réserve l'hémisphère nord, nous avons déjà suffisamment d'incertitudes. On comprend dès lors toute l'importance du problème du Renseignement. Plus que jamais la France a besoin de renouer et de renforcer le système existant pour sa sécurité et voire même sa survie.

Tout à l’heure, le Général Pichot-Duclos nous a apporté quelques raisons d’espérer. De tout coeur nous souhaitons que ces espoirs finiront par se concrétiser et que nos successeurs sauront débrouiller à l’usage des autorités de notre pays l’écheveau des incertitudes que je viens de vous présenter. “